



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 09 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SB CERAMIC

12 AV DE LA REPUBLIQUE
51300 Vitry-Le-François

Références : 26-119_OJ/AR
Code AIOT : 0005701785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 janvier 2026 de l'établissement SB CERAMIC implanté 12 AV DE LA REPUBLIQUE à Vitry-le-François (51300).. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SB CERAMIC
- 12 AV DE LA REPUBLIQUE 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SB CERAMIC à Vitry-le-François, anciennement LECICO France, a cessé son activité en juillet 2015 à l'issue d'une procédure de redressement puis de liquidation judiciaire. Maître Deltour puis Maître RIQUELME ont été désignés mandataires de liquidation.

Par jugement en date du 4 septembre 2025, le tribunal de commerce de Châlons en Champagne a prononcé la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs de SB CERAMIC. Les conditions étant réunies pour demander une intervention de l'ADEME en contexte de responsable défaillant, une visite conjointe DREAL/ADEME a été sollicitée afin de préciser les conditions techniques et financières d'une intervention sur le site, en vue éventuellement de solliciter l'autorité compétente conformément à l'avis relatif au processus d'intervention de l'ADEME en contexte de sites à responsables défaillants du 17 mai 2023 (date de parution de l'avis au journal officiel).

La visite du 20 janvier 2026 a pour objectif la caractérisation de la menace par l'ADEME afin de valider ou non leur intervention.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 07/07/2025, article R.556-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SB CERAMIC n'a pas remis en état le site conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement.

La société a été radiée pour insuffisance d'actifs par jugement du tribunal de commerce de Châlons en Champagne le 4 septembre 2025.

Le site SB CERAMIC a été racheté en partie par la société KOSEDAG qui exerce une activité soumise à la législation des installations classées.

Une autre partie du site a été rachetée par l'Ambassade Chrétienne Pentecotiste.

La demande d'intervention de l'ADEME en contexte de responsable défaillant porte sur une partie du site sur laquelle un volume important de déchets issus de l'activité industrielle exercée par SB CERAMIC est encore présent. La chambre du commerce et de l'industrie (CCI) est propriétaire de cette partie qui doit en outre être reprise par l'établissement public foncier de Grand-Est (EPFGE).

La compatibilité de l'état du site (dans son périmètre initial) avec un quelconque usage n'est pas démontrée. Une étude de sol et une ATTES-ALUR sont attendues pour tout projet d'aménagement sur le site (R. 556-1 du code de l'environnement).

En outre, conformément à l'article 1242 du code civil, le propriétaire est considéré comme le gardien de son bien et doit répondre des dommages qu'il pourrait causer à autrui.

Les propriétaires des différentes parcelles ainsi que le maire de la commune concernée seront informés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité - mise en sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite de l'inspection des installations classées a permis de constater que la mise en sécurité du site et sa réhabilitation n'ont pas été menées à leur terme par le dernier exploitant. La société SB CERAMIC a été radiée pour insuffisance d'actif par jugement du tribunal de commerce de Châlons en Champagne en date du 4 septembre 2025. Des déchets liés à l'activité industrielle de la société SB CERAMIC sont toujours présents sur le site en grande quantité.</p> <p>L'interdiction d'accès au site est matérialisée et le site est clôturé ce qui limite les intrusions.</p> <p>La visite menée conjointement avec l'ADEME a porté sur une partie du site (cf plan en annexe) sur laquelle sont encore présents un volume important de déchets issus de l'ancienne activité. Cette partie est la propriété de la CCI. Cette visite a pour objectif la caractérisation de la menace par l'ADEME en vue d'une potentielle intervention.</p> <p>L'inspection constate par ailleurs qu'une partie du site a été rachetée par l'Ambassade Chrétienne Pentecotiste et qu'une autre a été reprise par la société KOSEDAG qui exerce des activités soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La réhabilitation du site n'ayant pas été réalisée, la compatibilité de l'état du site avec un quelconque usage n'est pas démontrée. Les nouveaux propriétaires devront faire application de l'article R.556-1 du code de l'environnement. (Cf constat suivant).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément au paragraphe 4.1 de l'avis relatif au processus d'intervention de l'ADEME en contexte de sites à responsables défaillants du 17 mai 2023, l'ADEME remettra à l'inspection des installations classées sa restitution des conditions techniques et financières (RCTF).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/07/2025, article R.556-1
Thème(s) : Autre, Réhabilitation du site
Prescription contrôlée : I.- Avant tout projet de construction ou d'aménagement sur un site ayant accueilli une installation classée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage, dans les conditions définies par l'article L. 556-1, s'informe sur l'état de la procédure de cessation d'activité de cette installation au sens de l'article R. 512-75-1. Si la cessation d'activité est réputée achevée, au sens du VI des articles R. 512-39-3 ou R. 512-46-27 ou du V de l'article R. 512-66-1, et que l'installation classée est, par suite, régulièrement réhabilitée, le maître d'ouvrage à l'origine d'un changement d'usage définit, le cas échéant sur la base d'une étude de sols comprenant les éléments mentionnés à l'article R. 556-2, les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols, en prenant en compte les eaux souterraines, qui permettent d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1, au regard du nouvel usage projeté. Il fait attester la prise en compte de ces mesures de gestion, conformément au deuxième alinéa de l'article L. 556-1, par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent. Il transmet cette attestation au service instructeur de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable. Si le maître d'ouvrage ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est connu et existe toujours, les travaux de réhabilitation sont menés, soit par l'exploitant, soit par le maître d'ouvrage dans le cadre des dispositions de l'article L. 512-21. S'il ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est inconnu ou a disparu, le maître d'ouvrage réalise le changement d'usage du site dans les conditions définies au deuxième alinéa. Il justifie des démarches effectuées pour vérifier l'information relative à la cessation d'activité de l'installation classée dans l'attestation prévue à l'article L. 556-1. II.- Dès lors que l'un des nouveaux usages projetés est un usage d'accueil de populations sensibles, au sens du 6° du I de l'article D. 556-1 A, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage transmet, pour information, l'attestation prévue à l'article L. 556-1 à l'inspection des installations classées et à l'agence régionale de santé dans les quinze jours suivant sa réception par le maître d'ouvrage ou, au plus tard, le jour du dépôt de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable. Dans le cas où une étude de sol a été réalisée, le maître d'ouvrage la transmet à l'agence régionale de santé, si elle en fait la demande. III.- Dans le cas où le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il en informe le représentant de l'État dans le département et lui remet, au plus tard à la date de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux prévue au R. 462-1 du code de l'urbanisme, un projet de secteur d'information sur les sols, au sens de l'article L. 125-6 du présent code
Constats : La société SB CERAMIC n'a pas mené à son terme la procédure de cessation conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement. Le site n'a pas été régulièrement réhabilité. La compatibilité de l'état du site avec un quelconque usage n'est pas démontrée. L'exploitant ayant disparu, il faut faire application du 4e alinéa du 1er paragraphe de l'article R.556-1 sus-visé.

Une étude de sol et une ATTES-ALUR sont attendues pour tout projet d'aménagement sur le site. Le maître d'ouvrage devra s'assurer de la compatibilité entre l'état des sols et la protection des intérêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 556-1, au regard du ou des nouveaux usages projetés sur le site.

En outre, conformément à l'article 1242 du code civil, le propriétaire est considéré comme le gardien de son bien et doit répondre des dommages qu'il pourrait causer à autrui. Les propriétaires du site ainsi que le maire de la commune concernée seront informés.

Type de suites proposées : Sans suite